



### **Décision n°2018-365**

autorisant une activité de prises de vues  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

Vu le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018, approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour et la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la décision n°2018-362 du 10 septembre 2018 autorisant des zones de survol à basse altitude au-dessus du cœur du Parc national du Mercantour, dans le cadre de la visite du bien transfrontalier « Les Alpes de la Méditerranée » organisée à l'attention des membres de l'UICN,

VU la demande présentée le 10 septembre 2018,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour et « 2° participation aux missions de l'établissement public du parc »,

Décide :

#### **Article 1:**

Monsieur PEROUMAL Sylvain, vidéaste ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel, dans le cœur du Parc national du Mercantour

Ces prises de vues sont destinées à couvrir la visite des membres de l'UICN chargés de vérifier la pertinence du dossier de candidature du territoire transfrontalier « Les Alpes de la Méditerranée ».

## Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la date du 14 septembre 2018 sur l'ensemble du cœur du Parc national du Mercantour.

## Article 3 :

A l'exclusion de tout autre situation, le bénéficiaire est autorisé à réaliser des prises de vues aériennes au cours des survols en hélicoptère autorisés par la décision n°2018-362 sus-visée.

Les prises de vues par drone restent interdites.

## Article 4 :

4.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans son reportage, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

4.2. Dans un délai d'un mois à échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie du reportage réalisé au cours de la visite des membres de l'UICN ou un lien Internet lui permettant de visionner le reportage sans limite de durée de validité

4.3. La copie de ce document sera libre de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du Parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire «© PEROUMAL Sylvain ».

4.4. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du Parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

## Article 5 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national ou auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

## Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 7 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 11 septembre 2018



Le Directeur du  
Parc national du Mercantour

**CHRISTOPHE VIRET**